



Déclarations et Discours

Nº 83/4

LE RÔLE DU CANADA EN AFRIQUE

Discours du ministre d'État aux relations extérieures, M. Charles Lapointe, à l'Institut canadien des affaires internationales, à Ottawa, le 12 avril 1983.

Je me réjouis de l'occasion qui m'est offerte de m'entretenir aujourd'hui avec vous du rôle du Canada en Afrique. J'ai souvent pu constater à quel point les dossiers africains sont liés à tous les axes de notre politique étrangère.

Cela n'est pas étonnant, surtout lorsqu'on se tourne vers l'avenir. Le Canada entretient des relations importantes avec les États-Unis, l'Europe, le Japon, les pays industrialisés, les grandes puissances économiques et politiques. Il nourrit aussi des relations de plus en plus substantielles avec le tiers-monde, qui ont déjà des incidences considérables sur nos intérêts économiques et politiques. Je voudrais mettre l'accent, dans cette causerie, sur les raisons qui justifient la présence de plus en plus active du Canada sur le continent africain.

Mais d'abord, attardons-nous un peu aux données de base, en Afrique comme au Canada. L'Afrique est, dans le sens le plus strict du terme, un continent en développement. Avec ses 30 millions de kilomètres carrés, l'Afrique est le dépositaire d'immenses ressources naturelles inexploitées. Elle aura bientôt un demi-milliard d'habitants. Les cinquante pays qui la composent représentent près du tiers des États souverains du monde. Ils forment la majorité des pays francophones et près de la moitié du mouvement des non-alignés. Ils sont un groupe important dans le monde arabe, dans le monde islamique, et au sein du Commonwealth. Avec son gigantesque capital physique et humain, l'Afrique est appelée, par la force des choses, à jouer un rôle de plus en plus crucial dans le concert des nations.

Elle fait aussi face à de sérieux problèmes. Je ne parle pas seulement des graves conflits qui secouent le continent en Afrique australe, au Sahara Occidental ou dans la Corne de l'Afrique. Les problèmes majeurs de l'Afrique sont des problèmes de développement, et cela, dans tous les domaines. Presque tous les pays du continent souffrent de leur vulnérabilité économique, de la fragilité de leurs institutions, et des tensions sociales reliées aussi bien aux deux facteurs précédents qu'à leur diversité culturelle et ethnique. Mais l'Afrique est aussi un continent en développement, et si on y trouve de nombreux pays démunis, on y trouve également des pôles de croissance, des régions dynamiques, des populations et des gouvernements compétents qui s'occupent, avec courage, avec dignité et avec succès, de l'édification de leurs pays. Quand je pense à l'Afrique, j'y vois un partenaire de choix pour le Canada.

De notre côté, quelles sont nos réalités économiques et politiques fondamentales?

Nous avons une économie axée à la fois sur l'exploitation de nos ressources naturelles et sur une production industrielle diversifiée. Avec un marché intérieur relativement limité, nous sommes obligés d'asseoir notre prospérité sur le commerce extérieur. Ceci nous permet de produire davantage et d'écouler nos produits, mais nous devenons aussi dépendants de nos marchés extérieurs, de leur stabilité et de leur dynamisme. Sur le plan politique, nous avons des institutions démocratiques, dont une des particularités est qu'elles s'efforcent de répondre aux aspirations d'une population dont les intérêts, pour des raisons géographiques et culturelles, sont très diversifiés. Parmi ces aspirations, je voudrais mentionner le désir de la partie francophone du Canada d'établir des liens étroits avec les autres pays francophones du monde, en équilibrant ainsi nos liens avec les membres du Commonwealth, et également la volonté généreuse de la majorité des Canadiens de contribuer à soulager la pauvreté et l'injustice dans le monde.

Cet aperçu des réalités africaines et canadiennes nous permet de mieux comprendre le rôle du Canada en Afrique. Habitué aux compromis et à la modération dans nos affaires internes, nous essayons de susciter un climat semblable dans les affaires internationales. Les pays africains, en cherchant à consolider leur autonomie face à leurs anciennes puissances coloniales et face aux rivalités Est-Ouest, apprécient vivement notre attitude pragmatique et conciliante et notre absence d'arrière-pensées hégémoniques. L'importance numérique des pays africains dans tous les forums internationaux justifie amplement notre politique de rapprochement et de concertation avec eux.

Comme le Canada est une puissance moyenne, nous attachons de l'importance à accroître l'efficacité des institutions internationales, dont l'existence vise à garantir la protection des intérêts de tous. Les pays africains se trouvent dans la même situation que nous. En raison de ces affinités, et du poids des pays africains au sein des organismes internationaux, nous avons avantage à travailler avec eux pour améliorer leur fonctionnement.

Pays exportateur, le Canada doit toujours renforcer et diversifier ses marchés pour assurer sa croissance économique. Malgré sa faiblesse économique, l'Afrique, continent en développement, contient de nombreux marchés dynamiques dans lesquels les firmes canadiennes ont fait des percées importantes. Je pense, bien sûr, à l'Afrique arabe, mais aussi à un nombre croissant de pays subsahariens comme le Nigéria, le Cameroun, l'Éthiopie, et plusieurs autres. De plus, il y a tellement à faire dans cette partie du monde, les besoins en équipement et en infrastructures sont tellement vastes, que nos sociétés y trouveront toujours un marché. De leur côté, les pays africains, en raison même des liens étroits qu'ils ont avec l'Europe, sont intéressés à diversifier et leurs sources d'approvisionnement et leurs débouchés, et ils réagissent favorablement aux offres des hommes d'affaires canadiens, lorsque celles-ci, évidemment, sont compétitives.

Enfin, pour des raisons humanitaires, pour des raisons politiques reliées à la stabilité des institutions, et pour des raisons économiques reliées à la stabilité de nos marchés, le Canada est convaincu qu'il ne peut pas y avoir de sécurité réelle dans le monde sans une plus grande justice sociale et économique. Autrement dit, la prospérité des uns dépend de la prospérité des autres, et celle-ci exige de chacun un effort de solidarité. Le Canada prend donc une part active dans le dialogue Nord-Sud, aussi bien dans les instances politiques que dans la pratique de son aide au développement. Les pays africains nous reconnaissent comme un interlocuteur sérieux, qui comprend et partage leurs aspirations. Par ailleurs, les pays africains représentent près de la moitié des pays du Sud, et il est naturel que les questions Nord-Sud prennent une grande place dans nos relations bilatérales avec eux.

En résumé, le Canada joue en Afrique un rôle de partenaire économique et politique important, et notre communauté d'intérêts dans les domaines que je viens de mentionner fait que la présence canadienne est perçue par les pays africains comme étant mutuellement bénéfique. Le Canada exerce son rôle à travers des programmes, en particulier le programme d'aide au développement et le programme commercial, tous deux chapeautés par un dialogue politique de plus en plus approfondi.

Le programme d'aide au développement est sans doute le plus visible de tous. Nos amis africains nous disent souvent que notre coopération ne le cède à aucune autre en termes de générosité et de qualité, et, après avoir visité un grand nombre de nos projets, je sais que nous avons raison d'en être fiers. Qu'il s'agisse d'un barrage en Tunisie, d'une école polytechnique au Sénégal, de la culture du blé en Tanzanie, d'un système d'aqueduc en Éthiopie, d'une route au Niger, de lignes de transmission en Égypte, sans parler des dispensaires, des puits, des jardins maraîchers dans des centaines de villages, l'action du Canada contribue efficacement à améliorer le sort des populations africaines et à fournir à leurs gouvernements des outils de développement.

Depuis vingt ans, le Canada a financé, sur le plan bilatéral, plus de deux milliards de dollars en projets de développement en Afrique. Nos crédits actuels sont de l'ordre de 300 millions de dollars par an, ce à quoi il faut ajouter les sommes canalisées à travers les organismes internationaux et les organisations non gouvernementales. Toujours sensible aux besoins prioritaires des pays récipiendaires, le Canada met aujourd'hui l'accent sur le développement rural, notamment l'augmentation de la production vivrière, sur le développement énergétique, où nos compétences ne sont plus à démontrer, et sur la formation des ressources humaines. Le développement est une œuvre de longue haleine, mais les résultats déjà atteints confirment amplement l'utilité de notre action.

Le Canada a également réussi à établir des liens commerciaux solides et importants avec un nombre croissant de pays africains. En 1981, nos exportations en direction de l'Afrique se sont chiffrées à 1,5 milliard de dollars et nos importations en

provenance de cette région ont dépassé 1,2 milliard de dollars. À mesure que nos hommes d'affaires connaissent l'Afrique et ses besoins en équipement et en machinerie, nos ventes de biens et de services se multiplient. Les Canadiens investissent aussi, de plus en plus, dans des entreprises en co-participation avec des Africains. Aujourd'hui, un nombre considérable de firmes canadiennes et de sociétés d'ingénieurs-conseils opèrent en Afrique, où elles ont trouvé, en dépit de l'éloignement et de la vive concurrence d'autres pays, un marché accueillant et florissant. Continent en construction, continent d'avenir, l'Afrique est destinée à devenir un partenaire privilégié pour le Canada, grâce au travail de pionniers de tous ces hommes d'affaires que j'ai souvent rencontrés sur le terrain lors de mes séjours dans les différents pays africains.

L'enthousiasme que j'éprouve lorsque j'évoque ce que nous avons accompli en Afrique ne me fait pas oublier les difficultés que nous y rencontrons dans la mise en œuvre de nos programmes. Nous nous posons toujours des questions, par exemple, sur les façons d'améliorer l'efficacité de notre aide au développement. Même si nos projets sont de mieux en mieux planifiés et gérés, et qu'ils rencontrent nos objectifs, choisit-on toujours ceux qui peuvent le mieux contribuer à l'avancement des pays bénéficiaires? La répartition de nos crédits d'aide dans les différents pays est-elle à la fois juste et en concordance avec nos intérêts? Comment doit-on aborder la question des frais récurrents? La pratique de l'aide au développement est un monde en évolution constante. Il en va de même pour nos programmes commerciaux, où on doit harmoniser nos intérêts aux besoins des pays et à leur capacité d'endettement, en conciliant notre politique de pays exportateur avec nos politiques dans le domaine Nord-Sud.

Le dialogue politique représente un autre aspect capital du rôle du Canada en Afrique. Ce dialogue nous sert, en bonne partie, à assurer la bonne marche de nos programmes de coopération et la promotion de nos intérêts commerciaux. Ainsi, dans mes voyages, une grande partie de mon temps est consacrée à passer en revue notre programme d'aide et à appuyer les projets des hommes et femmes d'affaires qui m'accompagnent. Mais il y a beaucoup plus que cela. J'ai déjà parlé de l'importance évidente de l'Afrique dans la politique canadienne à l'égard des questions Nord-Sud et du raffermissement des institutions internationales. Le Canada est également engagé dans diverses questions de sécurité qui touchent directement le continent africain; la question namibienne en est un exemple majeur. Il apporte une aide substantielle aux réfugiés et aux autres victimes de conflits locaux. Mes rencontres avec des ministres et des chefs d'État africains apportent une dimension essentielle à l'élaboration de notre politique, en permettant une plus grande compréhension des problèmes et une meilleure concertation dans les questions d'intérêt commun.

Il ne faut toutefois pas négliger, en plus de son contenu, la valeur en soi de ce dialogue. Les pays africains attachent de l'importance aux échanges personnels et à

l'intégration des aspects politiques et économiques dans leurs relations étrangères. En resserrant nos liens politiques avec les pays africains, nous apprenons beaucoup d'eux dans les domaines qui nous intéressent mutuellement, mais nous contribuons également à renforcer le rôle de l'Afrique sur la scène internationale. Je suis persuadé que ce faisant, le Canada contribue également à la stabilité des institutions africaines, et je veux croire que notre exemple les aide aussi à accroître la démocratisation de leurs institutions et, en particulier, le respect des droits de la personne, qui est un des grands éléments de notre politique étrangère.

En terminant cet exposé, je voudrais dire, en guise de résumé, que le Canada a décidé de jouer un rôle actif en Afrique parce qu'il y voit son intérêt, et aussi parce qu'il a confiance en l'Afrique. Je vous remercie.

S/C